

# AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57  
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html>)

---

## VERSION FRANCAISE

**NUMERO 824**

**2 février 2004**

### **SOMMAIRE**

**Page**

<b>M. Bush nomme trois ambassadeurs auprès de pays africains</b> (Ils représenteront les Etats-Unis auprès de l'Erythrée, de la Côte-d'Ivoire et de la Gambie.) (300) . . . . .	1
<b>Burundi: les E.-U. se réjouissent des pourparlers entre le gouvernement et les rebelles</b> (Communiqué publié le 23 janvier par le département d'Etat) (280) . . . . .	1
<b>Les Bourses africaines ont connu une forte hausse en 2003</b> (Communiqué de presse du "Corporate Council on Africa") (460) . . . . .	1
<b>Un rapport fait le point de la situation des échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique</b> (Les investissements américains ciblent principalement le Nigeria et l'Afrique du Sud) (1320) . . . . .	2
<b>Mme Florizelle Liser va s'employer à favoriser les échanges commerciaux avec l'Afrique</b> (Interview de la représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur avec l'Afrique) . . . . .	3
<b>Selon une enquête, les entreprises ne participent pas assez à la lutte anti-sida</b> (Sondage réalisé pour le compte du Forum économique mondial et de l'ONUSIDA) (3390) . . . . .	4
<b>OGM: le ministère de l'agriculture a l'intention de modifier sa réglementation</b> (Extraits du communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis) (660) . . . . .	7
<b>L'Afrique suscite toujours l'intérêt passionné d'un ancien diplomate</b> (M. Michael Southwick oeuvre en faveur de l'Afrique au sein d'une cellule de réflexion.) (890) . . . . .	7
<b>Les E.-U. s'appêtent à diffuser des émissions télévisées au Moyen-Orient</b> (Prochain lancement de la station de télévision Al-Hurra en langue arabe) (680) . . . . .	8

AFI103 01/26/2004

**M. Bush nomme trois ambassadeurs auprès de pays africains**  
(Ils représenteront les Etats-Unis auprès de l'Erythrée, de la Côte-d'Ivoire et de la Gambie.) (300)

Selon un communiqué publié par la Maison-Blanche le 23 janvier, le président Bush a nommé des ambassadeurs auprès de trois pays africains: l'Erythrée, la Côte-d'Ivoire et la Gambie.

M. Scott DeLisi, nommé en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Erythrée, est un diplomate de carrière. Il est à l'heure actuelle directeur du bureau du département d'Etat chargé de l'Afrique australe. Parmi les fonctions qu'il a assumées précédemment figurent celles de chef de mission adjoint à l'ambassade des Etats-Unis au Botswana et d'attaché politique à Colombo (Sri Lanka) et à Islamabad (Pakistan). Licencié de l'université du Minnesota, il est également titulaire d'une maîtrise de droit de la faculté de droit de cette université.

M. Aubrey Hooks, nommé en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la Côte-d'Ivoire, est un diplomate de carrière. Il est actuellement ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République du Congo et avait été auparavant conseiller économique à l'ambassade des Etats-Unis à Varsovie (Pologne). Il a également assumé des fonctions officielles à l'ambassade des Etats-Unis à Tel-Aviv (Israël) et à Port-au-Prince (Haïti). Il a reçu une licence de l'université de Caroline du Sud et une maîtrise de l'université du Michigan.

M. Joseph Stafford III, nommé en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République de Gambie, est aussi un diplomate de carrière. Il est actuellement chef de mission adjoint à l'ambassade des Etats-Unis à Abidjan (Côte-d'Ivoire) et a occupé des fonctions similaires à l'ambassade des Etats-Unis à Tunis (Tunisie) et à l'ambassade des Etats-Unis à Alger (Algérie). Il a reçu une licence et une maîtrise de l'université du Tennessee.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI104 01/26/2004

**Burundi: les E.-U. se réjouissent des pourparlers entre le gouvernement et les rebelles**

(Communiqué publié le 23 janvier par le département d'Etat) (280)

Le 23 janvier, le département d'Etat a publié un communiqué appuyant les pourparlers qui se sont tenus aux Pays-Bas entre le président du Burundi, M. Domitien Ndayizeye, et une délégation d'une faction des Forces nationales de libération (FNL) du Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu).

On trouvera ci-après le texte du communiqué publié le 23 janvier par le bureau du porte-parole du département d'Etat.

Département d'Etat des Etats-Unis

Bureau du porte-parole

23 janvier 2004

Déclaration du porte-parole adjoint, M. Adam Ereli

Pourparlers entre le gouvernement du Burundi et une faction rebelle

Le gouvernement des Etats-Unis se réjouit des pourparlers qui se sont tenus du 18 au 21 janvier aux Pays-Bas entre le président du Burundi, M. Domitien Ndayizeye, et les représentants des Forces nationales de libération (FNL) du Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu). Nous sommes particulièrement encouragés par l'appel lancé dans le communiqué final en faveur de la fin de la violence au Burundi. Ceci constitue un important pas en avant vers le rétablissement de la paix et de la stabilité au Burundi. Nous exhortons le gouvernement et les Forces de libération nationale du

Palipehutu, seul groupe rebelle à ne pas avoir signé de cessez-le-feu, à continuer leurs pourparlers en se donnant pour objectif l'arrêt complet des hostilités aussi rapidement que possible. Le gouvernement des Etats-Unis voudrait féliciter le gouvernement des Pays-Bas pour ses efforts en vue d'organiser et de faciliter ces importantes négociations.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI301 01/28/2004

**Les Bourses africaines ont connu une forte hausse en 2003**

(Communiqué de presse du "Corporate Council on Africa") (460)  
Washington - La Bourse des valeurs du Ghana a été la plus performante du monde en 2003. Avec une hausse en dollars de 144 %, elle a distancé les 61 places financières dont la société "Databank Financial Services" a examiné les résultats au cours de l'année écoulée, indique le communiqué de presse que l'association "Corporate Council on Africa" (CCA) a diffusé le 23 janvier.

Les Bourses de cinq autres pays africains (l'Ouganda, le Kenya, l'Egypte, le Nigeria et Maurice) ont également obtenu d'excellents résultats avec une hausse des cours en dollars supérieure à 50 % durant cette même période. Selon la société "Databank Financial Services", la hausse moyenne des actions cotées en bourse en Afrique a atteint 44 % l'an dernier, contre 30 % pour l'indice mondial MSCI (indice "Morgan Stanley Capital International"), 32 % en Europe, 26 % aux Etats-Unis (indice "Standard and Poor's") et 36 % au Japon (indice "Nikkei").

Association dont le siège est à Washington et qui regroupe quelque 190 sociétés américaines implantées en Afrique, le "Corporate Council in Africa" se félicite de ces excellents résultats. Selon son président, M. Stephen Hayes, la performance des Bourses africaines est "une autre raison pour laquelle les investisseurs devraient considérer sérieusement les nouvelles places financières de l'Afrique comme étant un lieu où il est bon d'investir."

Au cours des deux dernières années (2002 et 2003), la Bourse ghanéenne s'est placée en première place dans le monde avec une hausse de 256 % de son indice composite, précise le communiqué du CCA. Les résultats excellents des sociétés cotées en Bourse, le faible prix des actions et l'amélioration de la situation sur le plan macroéconomique ont contribué à la hausse des cours. En 2003, la société "Standard and Poor's" a amélioré la cote de crédit du Ghana pour la faire passer à B+.

Selon la société "Databank Financial Services", l'attention s'est de nouveau portée sur les valeurs kényennes en raison de la transition politique réussie du pays, de l'engagement du gouvernement kényan à entreprendre des réformes macroéconomiques, des mesures qu'il a prises pour s'attaquer à la corruption ainsi que de la reprise de l'aide extérieure.

Quant au Nigeria, la hausse des cours du pétrole brut, la stabilité du taux de change et des taux d'intérêt ainsi que le faible prix des actions ont contribué à la hausse boursière dans ce pays.

Le dynamisme des Bourses africaines sera mis en évidence lors du colloque que le CCA va organiser le 26 février à New York et qui portera sur l'augmentation des apports de capitaux en Afrique.

Près de 85 % des investissements du secteur privé des Etats-Unis en Afrique sont dus aux sociétés membres du CCA.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI302 01/28/2004

### **Un rapport fait le point de la situation des échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique**

(Les investissements américains ciblent principalement le Nigeria et l'Afrique du Sud) (1320)

Le 27 janvier, la Commission du commerce extérieur des Etats-Unis (U.S. International Trade Commission, ITC) a publié son quatrième rapport annuel sur le commerce et l'investissement entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne. Ce rapport vise à aider le président Bush à élaborer une politique générale en matière de commerce et de développement vis-à-vis des pays de la région.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse accompagnant la publication du rapport.

Publication par l'ITC de son quatrième rapport sur le commerce et l'investissement entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne

La Commission du commerce extérieur des Etats-Unis (ITC) a rendu public aujourd'hui un rapport sur la situation des échanges et des investissements entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne. Ce rapport est le quatrième d'une série de rapports visant à assister le président lors de l'élaboration de sa politique générale en matière de commerce et de développement à l'égard des pays d'Afrique subsaharienne.

L'ITC, un organisme fédéral indépendant, a fait cette étude pour le compte du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur (USTR). Ainsi que l'avait demandé l'USTR, l'étude de l'ITC n'a porté que sur les 48 pays d'Afrique subsaharienne.

Ce rapport fait le point, pour l'année 2002, de la situation des échanges commerciaux et des investissements entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne dans les domaines les plus importants. Il donne des informations sur la portée de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), souligne les principaux développements intervenus dans les politiques commerciale et économique qui revêtent une importance pour les échanges et les investissements bilatéraux entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne, et fait le point des progrès réalisés, notamment de l'intégration régionale en Afrique subsaharienne, de l'aide multilatérale, de l'aide bilatérale des Etats-Unis et des initiatives commerciales ciblant l'Afrique subsaharienne.

Le profil économique de chacun des 48 pays d'Afrique subsaharienne et les profils de six grands secteurs: agriculture, pêche et produits forestiers; produits chimiques et produits connexes; produits pétroliers et produits liés à l'énergie; minéraux et métaux; textiles et vêtements et certains matériels de transport, figurent dans ce rapport.

On trouvera ci-après les points saillants du rapport.

- En 2002, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne se sont élevés à 24,1 milliards de dollars, une baisse par rapport aux 27,8 milliards de dollars enregistrés en 2001.

- Les exportations des Etats-Unis à destination de l'Afrique subsaharienne ont diminué de 12,7 % en 2002 et ont atteint 5,9 milliards de dollars.

- Les importations américaines en provenance d'Afrique subsaharienne ont diminué de 13,5 % en 2002 et ont atteint 18,2 milliards de dollars.

- C'est surtout à la diminution des exportations de matériel de transport à destination de l'Afrique du sud et du Kenya que l'on impute la baisse des exportations américaines vers l'Afrique subsaharienne.

- La baisse des importations américaines en provenance d'Afrique subsaharienne est surtout due à la réduction des importations de produits liés à l'énergie, notamment une baisse de 17,9 % des

importations de ces produits en provenance du Nigeria. Les importations de produits non pétroliers, quant à eux, ont diminué de 11,9 % en 2002 et ont atteint 6,8 milliards de dollars.

- En 2001, les Etats-Unis ont enregistré un surplus de 1,7 milliard de dollars au plan des échanges de services avec l'Afrique.

- Les principales exportations de services par les Etats-Unis à destination de l'Afrique ont porté sur le tourisme, les services commerciaux, l'éducation et le transport de fret.

- Les importations américaines de services en provenance d'Afrique ont surtout porté sur les voyages et le tourisme, le transport de passagers, les services commerciaux et le transport de fret.

- Les importations américaines en provenance des pays africains bénéficiant des avantages conférés par l'AGOA (y compris en vertu du Système généralisé de préférences, SGP) se sont élevées à près de 9 milliards de dollars en 2002, une augmentation de 9,9 % par rapport à 2001 (8,2 milliards de dollars).

- Le Nigeria est à l'origine de la plus grosse partie des importations américaines en provenance d'Afrique subsaharienne (60,2 %); viennent ensuite l'Afrique du Sud (14,9 %) et le Gabon (12,7 %). Le Lesotho, le Kenya, le Cameroun, Maurice, et la République du Congo sont aussi d'importants fournisseurs.

- Ce sont les produits liés à l'énergie qui ont dominé les importations des Etats-Unis en provenance d'Afrique subsaharienne en 2002 et ces produits ont constitué 75,9 % des importations dans le cadre de l'AGOA, une baisse par rapport aux 83,5 % enregistrés en 2001. Cependant, d'importantes augmentations ont été enregistrées pour les textiles et les vêtements, qui ont représenté 8,9 % du total des importations en 2002, une hausse par rapport aux 4,4 % enregistrés en 2001. Le matériel de transport, qui représentait 3,7 % des importations américaines en provenance d'Afrique subsaharienne en 2001, en représentait 6,1 % en 2002.

- Alors que les responsables de gouvernements, les entreprises et les sociétés internationales se familiarisent avec les avantages conférés par l'AGOA, l'Afrique subsaharienne continue à attirer les investissements que la possibilité de bénéficier de ces avantages encourage. Si les secteurs du textile et des vêtements ont bénéficié d'importants investissements, d'autres secteurs, notamment celui de l'automobile en Afrique du Sud et des techniques de l'information en Ouganda, commencent aussi à bénéficier d'investissements en raison de l'AGOA.

- Les investissements de portefeuille étrangers en Afrique subsaharienne se sont montés à 700 millions de dollars en 2002, inversant la tendance à la sortie de capitaux qui a atteint un milliard de dollars en 2001. Comme ce fut le cas les années précédentes, c'est l'Afrique du Sud qui a bénéficié de presque tous ces investissements en 2002. Les investissements directs nets des Etats-Unis en Afrique se sont élevés à 861 millions de dollars en 2002, soit moins de 1 % du total des investissements directs américains à l'étranger. Ce sont le Nigeria et l'Afrique du Sud qui ont attiré le plus d'investissements américains, soit respectivement 992 millions de dollars et 112 millions de dollars. Ces investissements étrangers ont été tempérés par les sorties de capitaux d'autres pays africains qui ont totalisé 174 millions de dollars.

- Les organes gouvernementaux américains continuent à financer et à mettre en place un vaste éventail d'initiatives visant le renforcement des capacités en Afrique subsaharienne et cette région a reçu 105,5 millions de dollars durant l'année budgétaire 2002, un montant qui représente 16,5 % du financement total des initiatives visant le renforcement des capacités. Ce financement avait augmenté de 30,6 % durant l'année budgétaire 1999 et de 16,5 % durant l'année budgétaire 2001.

Les résultats de cette étude sur les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne vont figurer (en anglais) sur le site internet de l'ITC à [www.usitc.gov](http://www.usitc.gov) (Investigation No 332-415, publication USITC 3650, décembre 2003).

Les études de l'ITC, telle celle-ci, portent sur des thèmes liés aux droits de douane et aux échanges et sont généralement entreprises à la demande du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, de la commission des finances du Sénat ou de la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants. Les rapports qui en résultent font état des conclusions objectives de l'ITC et d'analyses indépendantes concernant les sujets qui font l'objet d'une enquête. L'ITC ne fait aucune recommandation, que ce soit à propos de la politique ou dans d'autres domaines. A l'issue de chaque étude, l'ITC transmet ses conclusions et ses analyses à l'organisme qui les lui a demandées. Les rapports sont ensuite rendus publics, à moins qu'ils ne soient classés secrets pour des raisons de sécurité nationale.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 01/26/2004

### **Mme Florizelle Liser va s'employer à favoriser les échanges commerciaux avec l'Afrique**

(Interview de la nouvelle représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur avec l'Afrique) (890)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Alliant une excellente formation universitaire à la volonté de travailler dur, la nouvelle représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur avec l'Afrique, Mme Florizelle Liser, a réalisé le rêve américain de promotion sociale. Elle consacre actuellement son énergie à aider les pays africains à parvenir à la prospérité en accroissant leurs exportations aux Etats-Unis, tout en préconisant l'autosuffisance, la discipline et une vive ardeur à travailler.

Lors de l'entretien qu'elle a accordé au "Washington File" le 12 janvier, Mme Liser a indiqué que sa famille avait émigré du Panama à New York et que ses parents et ses professeurs lui avaient instillé l'idée qu'il était nécessaire de travailler dur pour arriver. "Une aide est évidemment nécessaire, a-t-elle dit, mais il incombe à toute personne de décider ce qu'elle veut faire de sa vie."

Titulaire d'une maîtrise d'économie de l'université Johns Hopkins, Mme Liser occupait les fonctions de représentante adjointe pour le commerce extérieur chargée de l'industrie, de l'accès au marché et des télécommunications avant d'être nommée à son nouveau poste par le président Bush. Dans ses anciennes fonctions, elle a contribué à la création du Centre de commerce et de développement économique pour les femmes qui est situé à Sibasa, en Afrique du Sud.

Dans son nouveau poste, elle est résolue à faire des échanges commerciaux une des principales locomotives de la croissance dans un continent qui risque d'être marginalisé par la mondialisation, qui se caractérise par la libre circulation des biens, des services, de l'information et des personnes.

"Cela ne veut pas dire, a-t-elle souligné, que l'on va mettre fin à toute aide au développement, mais les Africains eux-mêmes doivent se rendre compte de plus en plus que les échanges commerciaux sont essentiels au développement. C'est pourquoi je consacre mon attention à des programmes tels que l'AGOA" (loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique que le Congrès a votée en mai 2000). Une seconde loi, connue sous le nom d'AGOA II, a

accru l'an dernier les avantages commerciaux prévues par la loi de 2000 pour les pays africains qui adoptent des réformes axées sur l'économie de marché."

A propos des résultats de l'application de l'AGOA depuis son entrée en vigueur il y a quatre ans, Mme Liser a déclaré: "Je pense que l'AGOA a déjà contribué à accroître les exportations africaines aux Etats-Unis dans plusieurs domaines. En ce qui concerne les textiles et l'habillement, les exportations des pays africains dans notre pays ont augmenté d'environ 42 %." Par ailleurs, les importations américaines de véhicules et de pièces détachées, notamment en provenance d'Afrique du Sud, se sont accrues de 24 % et celles de produits agricoles, d'environ 17 %. Quant aux exportations des Etats-Unis en Afrique, elles ont augmenté de quelque 9 % pendant les 10 premiers mois de 2003.

Il reste cependant beaucoup à faire pour aider un plus grand nombre de pays africains à pouvoir prétendre aux avantages de l'AGOA, a-t-elle dit en faisant remarquer que l'Afrique du Sud était le principal pays bénéficiaire dans divers domaines. A l'heure actuelle, plus de 35 pays d'Afrique subsaharienne peuvent bénéficier des avantages de l'AGOA. Le président Bush a récemment décidé d'ajouter l'Angola à la liste des pays bénéficiaires et de rayer de cette liste la République centrafricaine et l'Erythrée parce que ces deux pays n'avaient pas entrepris les réformes nécessaires dans le domaine politique et en matière de droits de l'homme.

Mme Liser a exprimé son souhait de voir une plus grande diversification des produits exportés par les pays africains dans le cadre de l'AGOA. "Par exemple, a-t-elle dit, le Nigeria est l'un des grands bénéficiaires de l'AGOA du fait de la baisse des droits de douane applicables à ses produits pétroliers", mais, vu que son économie est l'une des plus importantes d'Afrique, ce pays devrait exporter dans le cadre de l'AGOA des produits plus divers.

Le Nigeria, où elle compte se rendre en février, devrait notamment exporter plus de tissus, a-t-elle précisé. Ce pays compte déjà des usines dans ce secteur, et il y a peu de pays africains qui puissent fournir les tissus dont le reste du continent a besoin pour son secteur de l'habillement. A l'heure actuelle, ces pays importent d'Asie de grandes quantités de tissus, et le Nigeria est susceptible de satisfaire leurs besoins dans ce domaine. En outre, grâce à son secteur pétrolier, il pourrait s'orienter vers la production de fibres synthétiques.

Outre l'élargissement de l'accès au marché américain, Mme Liser considère comme prioritaire la suppression par les pays africains des obstacles aux échanges commerciaux. Il serait bon, selon elle, que ces pays encouragent une plus grande intégration économique entre eux en formant des unions douanières et qu'ils allègent leur réglementation qui entrave les investissements étrangers et locaux. En conclusion, elle a déclaré: "Je pense que l'intégration régionale, la diversification des exportations et le développement de branches d'activité intégrées verticalement pour tirer parti des économies d'échelle au niveau de plusieurs Etats sont des choses possibles. De même, il convient de tirer parti de la force de certains Etats clés."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

**Selon une enquête, les entreprises ne participent pas assez à la lutte anti-sida**

(Sondage réalisé pour le compte du Forum économique mondial et de l'ONUSIDA) (3390)

Selon un sondage mondial réalisé pour le compte du Forum économique mondial et du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) auprès d'environ 7.800 entreprises situées dans 103 pays, les entreprises ne jouent pas un rôle très actif dans la lutte contre le sida, même lorsqu'elles savent que l'épidémie risque de leur causer de graves problèmes.

De plus, selon cette enquête intitulée "Business and HIV/AIDS: Who me? " (Les entreprises et le VIH/sida: Qui, moi? ), les entreprises paraissent prendre des décisions en matière de lutte contre le sida en se fondant sur une mauvaise évaluation des risques qu'elles encourent. Elles sont en faveur d'une vaste action de la société face à l'épidémie mais ne se considèrent pas comme faisant partie intégrante de cette action.

Il ressort de l'étude que l'accroissement de la contribution des entreprises à la lutte contre l'épidémie de sida serait très avantageux pour la société. "Toutefois, l'inaction actuelle laisse penser que les entreprises ne disposent pas des informations ou des encouragements nécessaires."

On trouvera ci-après des extraits de ce sondage.

Les entreprises et le VIH/sida

Un sondage fait ressortir la façon dont les chefs d'entreprises réagissent face à la menace du VIH/sida

Introduction

Le rapport intitulé "Business and HIV/AIDS: Who me? " présente les conclusions de la première enquête jamais faite à l'échelle mondiale sur la façon dont les chefs de file du monde des affaires réagissent à la menace que constitue le VIH/sida. Le rapport, qui a été rédigé dans le cadre du Rapport 2003-2004 du Forum économique mondial sur la compétitivité mondiale, est le premier document de la sorte à porter sur la question du VIH/sida. Le fait que cette vaste et prestigieuse étude mette l'accent sur l'importance du virus illustre la préoccupation croissante des politiciens et des hommes d'affaires aux quatre coins de la planète. De plus en plus, on admet que le VIH/sida pourrait constituer une grave menace pour les économies, les entreprises et les collectivités.

Ce rapport fournit une analyse des données recueillies lors d'un sondage d'opinion auprès de dirigeants d'entreprise réalisé en vue de la rédaction du Rapport sur la compétitivité mondiale. Cette enquête rassemble les opinions de plus de sept mille hommes d'affaires de 103 pays, prenant notamment en compte leurs préoccupations concernant le VIH/sida, leurs estimations sur la prévalence de la séropositivité par le VIH au sein de leurs entreprises et leur ligne d'action face à cette maladie. Elle nous permet de montrer quelles situations, dans les entreprises et les collectivités, accroissent la vulnérabilité aux conséquences du VIH/sida.

La situation géographique, le revenu national et la qualité de la gouvernance sont des éléments qui sont tous étroitement liés à la façon dont les entreprises perçoivent les éventuelles conséquences du virus. Les réponses fournies lors du sondage font ressortir les facteurs considérés par les entreprises comme les plus importants. Le rapport est divisé en trois sections. La première partie évalue les documents ayant trait à l'impact du VIH/sida sur les économies et les entreprises. Elle examine les domaines d'une entreprise qui sont le plus facilement touchés et la façon dont les entreprises en mesurent les conséquences.

La deuxième partie évoque les données produites par le sondage d'opinion des chefs de file, et met l'accent sur les questions ayant trait au VIH/sida. La façon dont les entreprises perçoivent l'ampleur de l'épidémie et les conséquences de celle-ci sur leur fonctionnement, le caractère particulier de ces conséquences, la façon dont les entreprises perçoivent les conséquences sur les collectivités et la façon dont elles réagissent à la menace y sont examinés. On y examine aussi comment le climat politique auquel se heurte une entreprise peut avoir un effet important sur la façon dont cette entreprise perçoit le virus.

Enfin, dans la troisième partie du rapport, nous tirons les principales conclusions de ces données et offrons des recommandations en ce qui concerne les mesures à prendre à l'avenir. Nous concluons par des recommandations sur le thème de futurs sondages d'opinion de chefs de file.

Récapitulation

Le VIH/sida est désormais une question extrêmement importante de politique mondiale. Pour le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, cette affection est non seulement "le plus gros défi mondial de santé publique, mais dans certains pays, elle est le principal obstacle au développement". Pour la première fois, le Rapport sur la compétitivité mondiale (pour 2003-2004) aborde la question du VIH/sida. Ce rapport analyse les résultats du sondage d'opinion de chefs de file du monde des affaires. On a interrogé 7.789 entreprises de 103 pays à propos de leurs préoccupations et de leurs réactions à la menace du sida.

La première partie évalue les conséquences du VIH/sida sur les économies et les entreprises. De l'examen des conclusions offertes par les informations existantes, les conclusions suivantes s'imposent:

- Les pays où le taux de VIH est élevé seront probablement ceux qui enregistreront les plus graves conséquences au plan macroéconomique.

- Les entreprises peuvent constater les conséquences néfastes du VIH/sida, que le taux de prévalence soit élevé ou faible. C'est sur la main-d'oeuvre, notamment dans les pays fortement touchés, que les effets risquent d'être les plus visibles et dommageables. Les conséquences sur les marchés et les coûts sont plus difficiles à discerner et c'est probablement à plus long terme que leurs effets, s'il y en a, se feront sentir.

- En ce qui concerne les grosses entreprises multinationales représentant de grandes marques et pour les sociétés de certains secteurs, c'est pour protéger leur réputation qu'elles pourraient décider de prendre des mesures contre le VIH/sida.

La deuxième partie se penche sur les données recueillies par le sondage d'opinion des chefs de file concernant le VIH/sida. Seulement 13 % des entreprises ayant participé au sondage ont fait des enquêtes visant à évaluer la prévalence de la séropositivité chez leurs employés. Il n'en demeure pas moins que 64 % ont fourni des estimations du taux d'infection, la majorité indiquant un taux moins élevé que les estimations fournies par l'ONUSIDA concernant l'infection dans leurs pays respectifs. La différence entre les données issues du sondage et les estimations de l'ONUSIDA est surtout remarquable pour l'Afrique où 45 % des entreprises rapportent un taux d'infection inférieur à 1 %, bien que l'ONUSIDA ait indiqué que seulement 10 % des entreprises implantées en Afrique sont situées dans des pays ayant un taux d'infection aussi faible. Les entreprises qui ont fait des enquêtes quantitatives font état d'un taux d'infection inférieur à celui indiqué par les autres firmes.

Même si les chefs d'entreprises estiment que le taux d'infection est faible parmi leurs employés, ils considèrent le VIH/sida comme un grave problème et sont inquiets à propos des conséquences que cette maladie a sur leur entreprise.

Les entreprises qui sont les plus préoccupées sont situées dans des pays ayant un taux élevé de séropositivité et dans des pays ayant de faibles revenus.

Les sociétés situées dans des pays où les indicateurs relatifs à la gestion des affaires gouvernementales sont positifs, qui ont notamment une législature efficace, ouverte et équitable, qui mettent l'accent sur l'amélioration des soins médicaux et de l'enseignement et sur la réduction de la pauvreté, qui ont institué un climat propice à la conduite des affaires et qui ont une presse libre, sont moins inquiètes à propos de la menace que constitue pour elles le VIH/sida que les entreprises implantées dans des pays dont le gouvernement est moins adéquat.

Les entreprises manifestent des préoccupations similaires en ce qui concerne les conséquences du virus sur leurs collectivités.

Si, en général, on ne pense pas que les coûts d'exploitation aient fortement augmenté à cause de l'épidémie, les entreprises estiment néanmoins que lorsque la collectivité dans laquelle elles se trouvent est fortement touchée, elles risquent aussi de l'être.

Jusqu'ici, la réponse des entreprises à l'épidémie a été irrégulière. 83 % des sociétés n'ont pas mis en oeuvre de règlement écrit concernant le VIH/sida. Les 6 % qui en ont un ne le font pas toujours appliquer. (Les autres sociétés n'ont pas répondu.)

Les programmes visant la prévention se concentrent principalement sur la fourniture d'informations, et ce sont les employés qui sont surtout visés. Une partie importante de ces programmes cible aussi les membres de la famille des employés et les communautés dans lesquelles ils vivent.

Les programmes de soins, d'appui psychologique et de traitement ciblent aussi bien les employés que les membres de leur famille et comportent divers éléments, notamment le dépistage et le traitement des maladies vénériennes, le traitement des infections opportunistes et la fourniture de médicaments antirétroviraux.

Dans les pays à faible revenu où le taux de séropositivité est élevé, beaucoup de personnes ayant répondu au sondage ne sont pas satisfaites des mesures prises par leur entreprise.

La troisième partie du rapport résume les principaux résultats émanant des données fournies par le sondage. Elle tire trois grandes conclusions.

Premièrement, les entreprises ne luttent pas de façon particulièrement agressive contre le VIH/sida même lorsqu'elles s'inquiètent des effets de l'épidémie sur leurs résultats.

Deuxièmement, les entreprises prennent des décisions en ce qui concerne la conduite à adopter pour lutter contre le VIH/sida sans vraiment comprendre quels sont les risques auxquels elles s'exposent. Peu d'entreprises ont fait des études quantitatives concernant la prévalence du VIH parmi leurs employés et, même si l'épidémie inquiète beaucoup d'entre elles, il leur est difficile de concevoir quelles en seront les retombées pour la conduite de leurs affaires. Les entreprises qui ont fourni des estimations concernant le taux de prévalence parmi leurs employés estiment systématiquement qu'un plus faible pourcentage de leur main-d'oeuvre est infecté que ne le laissent entendre les taux de prévalence à l'échelle nationale.

Troisièmement, il semble que les entreprises croient davantage qu'elles sont en mesure de faire face au VIH/sida si elles ont confiance dans la gestion des affaires gouvernementales du pays où elles se trouvent. Les entreprises semblent être en faveur d'une réaction généralisée à l'épidémie, impliquant tant le secteur public que le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG). Les gouvernements et les ONG pourraient tirer avantage d'une collaboration avec les entreprises, en leur fournissant les informations qui leur manquent et en mettant au point des mesures visant à encourager les entreprises à jouer un rôle.

Conclusions: ce que l'on a appris

Il ressort de l'ensemble des résultats du sondage trois conclusions importantes portant sur les entreprises et sur leur action face à l'épidémie de sida:

1. Les entreprises ne jouent pas un rôle très actif dans la lutte contre le sida, même lorsqu'elles savent que l'épidémie risque de leur causer de graves problèmes.

Quelque 47 % des dirigeants d'entreprise interrogés estiment que le sida a ou va avoir une certaine incidence sur leur entreprise et 21 % estiment que cette incidence est ou sera grave. Le sida est en général considéré comme étant une menace plus grave que le paludisme ou la tuberculose ou que ces deux maladies réunies, et ce dans le monde entier.

Les dirigeants d'entreprise interrogés ne pensent pas que leur personnel restera à l'abri du virus alors qu'il se répand dans leur région. Ils estiment que le virus aura à peu près les mêmes effets sur la population de leur lieu d'implantation que sur leur personnel (20 % estiment que l'incidence sera grave pour la population locale et 21 % pour leur personnel). Leur degré d'inquiétude au sujet du sida va aussi de pair avec le taux de prévalence de cette maladie dans leur pays d'implantation. Par exemple, en Afrique, où le taux de prévalence est le plus élevé, 89 % des entreprises signalent une certaine incidence et 60 % une incidence grave.

Même dans les zones où le taux de prévalence est élevé, de nombreuses entreprises ne pensent pas qu'elles puissent être touchées par le sida. En outre, moins de 6 % des entreprises interrogées ont des directives écrites relatives au sida qui ont été approuvées par leur conseil d'administration, et les entreprises qui font état de l'incidence de l'épidémie à l'heure actuelle ou dans l'avenir ne sont que deux fois plus nombreuses à avoir adopté de telles directives. Même parmi celles qui ont effectué une étude relative à leur personnel, seulement 15 % ont des directives qui ont été approuvées par leur conseil d'administration.

Malgré la rareté des directives et des programmes de prévention, et malgré la nature et l'application incohérentes de ceux qui existent, 37 % des dirigeants d'entreprise sont satisfaits de leur action face au sida. Toutefois, les entreprises sont moins optimistes dans les zones où l'épidémie revêt une très grande ampleur.

2. Les entreprises paraissent prendre des décisions en se fondant sur une évaluation inégale des risques qu'elles encourent.

Parmi celles qui signalent une incidence grave du sida à l'heure actuelle ou à l'avenir, moins de 25 % peuvent indiquer des activités précises de leur entreprises auxquelles le virus risque de porter atteinte. En outre, les deux tiers des dirigeants d'entreprise ne considèrent pas que l'incidence sera grave en ce qui concerne chacun des cinq indicateurs de fonctionnement.

Ce résultat suggère deux scénarios. Soit de nombreuses entreprises prévoient qu'elles auront à faire face à des frais accrus à cause du sida mais seulement à l'avenir, soit elles se servent d'informations insuffisamment précises pour considérer séparément l'incidence de l'épidémie des autres facteurs qui ont une influence sur l'activité de leur entreprise.

Les dirigeants d'entreprise trouvent aussi qu'il est difficile d'estimer le taux de prévalence du VIH parmi leur personnel. Plus d'un tiers ne répondent pas à cette question et seulement 18 % ont réalisé une étude à cet effet.

Ils estiment que la proportion de leur salariés qui sont séropositifs est plus faible que ce que le taux national de prévalence pourrait laisser prévoir, et cette différence est plus grande et non pas moindre chez ceux qui ont réalisé une étude. Ce résultat laisse penser soit que ces entreprises utilisent des données erronées, soit que leurs salariés sont en fait moins susceptibles d'être contaminés que la moyenne de la population du fait soit de la catégorie de

travailleurs embauchés, soit de la réussite de leurs programmes de prévention.

3. Les entreprises semblent être en faveur d'une vaste action de la société face à cette épidémie, même si seulement un petit nombre d'entre elles se considèrent actuellement comme faisant partie intégrante de cette action.

La confiance dont elles font preuve en ce concerne leurs moyens de lutte contre la menace du sida dépend de ce qu'elles pensent au sujet des moyens dont leur pays d'implantation disposent pour s'attaquer à toute une gamme d'autres problèmes pressants. En d'autres termes, les entreprises semblent s'attendre à une incidence moindre de l'épidémie si elles sont implantées dans un pays qui est en général bien gouverné.

Les entreprises pour lesquelles le taux de prévalence est le même en ce qui concerne leur personnel et la population du pays (statistiques de l'ONUSIDA) estiment que le sida aura moins d'effet tant sur elle que sur la population locale, lorsqu'elles expriment une meilleure confiance en matière de gouvernance, de politique économique et de politique sociale. Les dirigeants d'entreprise qui se préoccupent du sida pensent tous que la transparence au niveau de l'Etat, la liberté d'information et des programmes efficaces de réduction de la pauvreté sont utiles à cet égard. En d'autres termes, ils semblent être d'avis que les graves problèmes de santé publique méritent plus que des mesures limitées à la santé.

Les moyens d'arrêter la "marche funèbre"

Il ne fait aucun doute que l'accroissement de la contribution des entreprises à la lutte contre l'épidémie de sida serait très avantageux pour la société. Toutefois, l'inaction actuelle laisse penser que les entreprises ne disposent pas des informations ou des encouragements nécessaires. Dans le premier cas, il se peut qu'elles ne soient pas en mesure d'estimer comme il faut les risques qu'elles encourent, le coût des mesures à prendre et les avantages à en tirer. Dans le second cas, il se peut qu'il y ait des facteurs externes importants et que les avantages des mesures à prendre ne profitent pas seulement aux entreprises qui financent ces mesures, mais à l'ensemble de la société, ce qui suggère un plan d'action.

Il est essentiel de diffuser des informations exactes et objectives sur le sida, qui portent sur des domaines tels que le taux de prévalence chez la main-d'oeuvre, l'incidence de l'épidémie sur les entreprises en fonction de l'importance du taux de prévalence et la rentabilité des mesures de prévention prises par les entreprises. Les études à réaliser doivent porter sur la possibilité de facteurs externes, en tenant compte des modes d'action fréquents des entreprises, tels que l'embauche de nouveaux travailleurs au lieu de l'octroi d'avantages sociaux aux travailleurs qui sont malades. Elles devraient en particulier chercher à montrer, incontestablement, les activités spécifiques qui peuvent être suffisamment rentables pour les entreprises qui investissent dans ce domaine.

Les associations et les coalitions d'entreprises aux fins de la lutte contre le sida devraient continuer à jouer un rôle, car les entreprises sont plus incitées à participer à des activités de prévention et à les financer si celles-ci portent sur les problèmes auxquels se heurtent une branche d'activité ou une zone géographique. Les coalitions sont aussi en mesure d'échanger des informations sur leur expérience et de répartir le coût de la mise au point d'instruments et de méthodes, garantissant ainsi un abaissement des frais de démarrage et une plus grande rentabilité.

Il convient de prendre en considération les partenariats entre le secteur public et le secteur privé là où ils tirent parti des forces relatives et des motivations des pouvoirs publics, des organisations non gouvernementales et des entreprises. Les pouvoirs publics et les ONG devraient continuer de faire appel à la persuasion d'ordre

moral pour inciter les entreprises à agir, tout en étant conscients des moyens et des contraintes financières de nombreuses entreprises. Toutefois, les pouvoirs publics peuvent aussi recourir à la politique pour rendre plus probable l'action des entreprises, bien qu'ils doivent avancer avec précaution s'ils ne veulent pas aggraver les effets économiques défavorables. Les pouvoirs publics peuvent aussi prévoir des contrats, des programmes d'abattements fiscaux et d'autres moyens d'incitation pour récompenser les entreprises qui agissent ou financer en partie ces activités à l'aide des deniers publics.

Ce qu'il faut encore savoir

Les questions relatives à l'incidence du sida sur les entreprises et aux mesures qu'elles prennent face à l'épidémie constituent un nouvel élément du sondage d'opinion réalisé auprès de dirigeants d'entreprise. Il ressort des résultats et des conclusions du sondage de 2003 qu'il importera dans les années à venir que cette partie du sondage comprenne les questions suivantes:

- Est-ce que les entreprises considèrent le sida comme un problème important pour leur activité économique?

- Quelles informations utilisent-elles pour évaluer les risques? Est-ce qu'elles estiment qu'elles peuvent agir efficacement pour faire face à l'épidémie? Si oui ou non, pourquoi?

- Quels sont les éléments de leur action? Quel est le montant de leurs dépenses dans ce domaine? Peuvent-elles quantifier les avantages qu'elles en retirent?

- Quelles autres interventions de l'Etat peuvent-elles inciter plus ou moins les entreprises à agir?

- Dans quelle mesure ces données varient-elles selon la taille de l'entreprise, la branche d'activité, l'ancienneté du dirigeant d'entreprise interrogée, la zone géographique, le revenu moyen du pays par habitant et le taux national de prévalence?

Les données issues de ces questions informeront aussi bien les dirigeants d'entreprise que les responsables politiques et leur donneront à trois égards les moyens de faire face plus efficacement à la menace que constitue le sida.

Premièrement, elles donneront une mesure précise de la relation entre les préoccupations des entreprises et leur action en matière de lutte contre l'épidémie en leur sein, en ce qui concerne les effets sur leur personnel, sur leurs clients et sur leur lieu d'implantation. Deuxièmement, elles montreront la mesure dans laquelle une entreprise peut quantifier et évaluer les effets du sida sur les plans humain et financier à l'heure actuelle et à l'avenir. Troisièmement, elles permettront l'ouverture d'un dialogue entre les entreprises et les responsables politiques sur la manière dont les secteurs public et privé peuvent collaborer le mieux pour arrêter la "marche funèbre" du sida dans le monde entier.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 01/27/2004

### **OGM: le ministère de l'agriculture a l'intention de modifier sa réglementation**

(Extraits du communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis) (660)

La ministre de l'agriculture des Etats-Unis, Mme Ann Veneman, a annoncé le 22 janvier que son ministère comptait mettre à jour et renforcer sa réglementation relative à l'importation de certains organismes génétiquement modifiés (OGM), à leur transport d'un Etat fédéré à un autre et à leur mise sur le marché.

Le service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (APHIS) du ministère de l'agriculture va élaborer un document

relatif à l'impact des OGM sur l'environnement qui fera état de la réglementation actuelle et des effets éventuels des modifications proposées.

Un avis paru le 23 janvier dans le "Federal Register" (journal officiel de l'Etat fédéral) donne un aperçu des questions et des solutions qui figureront dans le document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement et invite le public à soumettre des observations afin de mieux définir l'ampleur des questions et des solutions envisagées.

On trouvera ci-après des extraits du communiqué de presse que le ministère de l'agriculture a diffusé le 22 janvier à ce sujet.

(Début des extraits)

Le ministère de l'agriculture annonce son intention de mettre à jour sa réglementation en matière de biotechnologie

Washington, le 22 janvier 2004 - La ministre de l'agriculture des Etats-Unis, Mme Ann Veneman, vient d'annoncer aujourd'hui l'intention du ministère de l'agriculture de mettre à jour et de renforcer sa réglementation relative à l'importation de certains organismes génétiquement modifiés (OGM), à leur transport d'un Etat fédéré à un autre et à leur mise sur le marché.

"La biotechnologie est une science en évolution permanente, a-t-elle dit. Il nous faut donc garantir que notre cadre réglementaire reste robuste en anticipant les changements et en n'étant pas dépassés par eux. Un document détaillé sur l'impact des OGM sur l'environnement constitue la première mesure essentielle à cet égard. Notre cadre réglementaire doit être aussi bien rigoureux que souple, se fonder sur de bons principes scientifiques et viser à atténuer les risques."

Le service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (APHIS) du ministère de l'agriculture préparera un document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement en évaluant sa réglementation en la matière et plusieurs modifications éventuelles, notamment la mise en place d'un système de permis à plusieurs niveaux et en fonction des risques pour remplacer le système de permis actuel, ainsi que le renforcement des modalités de déréglementation en vue d'offrir de la souplesse pour un suivi de longue durée. Toute modification apportée à la réglementation se fondera sur des principes scientifiques et visera à atténuer les risques.

L'APHIS réglemente la biotechnologie agricole depuis 1987. Il veille à la sécurité des essais en champ d'une dizaine de milliers d'organismes génétiquement modifiés et suit la déréglementation d'une soixantaine de ces organismes. Ces dernières années, le gouvernement Bush a pris des mesures pour renforcer la réglementation du ministère de l'agriculture relative à la biotechnologie en créant un programme de réglementation de la biotechnologie, en renforçant son système de permis pour les produits pharmaceutiques et industriels à base de végétaux ainsi qu'en mettant en place une unité chargée de faire respecter cette réglementation.

L'APHIS invite les parties prenantes et le public à soumettre leurs observations en vue de l'aider à définir l'ampleur du document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement ainsi que celle de toute modification. Un avis paraîtra le 23 janvier dans le "Federal Register" et figure à compter d'aujourd'hui sur le site "www.aphis.usda.gov". Il est possible de consulter les documents de l'APHIS publiés dans le "Federal Register" et des renseignements annexes tels que les noms d'organismes et d'individus qui ont soumis des observations sur l'internet au site suivant: [www.aphis.usda.gov/ppd/rad/webrepor.html](http://www.aphis.usda.gov/ppd/rad/webrepor.html).

Les observations reçues le 23 mars ou antérieurement feront l'objet d'un examen. Elles peuvent être envoyées par la poste, par un service commercial d'expédition ou par courrier électronique.

(...)

(Fin des extraits)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI501 01/30/2004

### **L'Afrique suscite toujours l'intérêt passionné d'un ancien diplomate**

(M. Michael Southwick oeuvre en faveur de l'Afrique au sein d'une cellule de réflexion.) (890)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Après avoir passé 36 ans à travailler à des dossiers difficiles de conflit et de développement au Niger, au Kenya, au Rwanda, au Burundi et en Ouganda (il a été ambassadeur auprès de ce pays de 1994 à 1997), plus grand-chose ne pourrait surprendre l'ancien ambassadeur Michael Southwick. Aujourd'hui, en sa qualité de responsable des projets africains mis sur pied par le programme de recherches et d'études de l'Institut des Etats-Unis pour la Paix (U.S. Institute of Peace, USIP), cet ancien diplomate à la retraite met à profit son expérience pour mieux sensibiliser les universitaires et les politiciens américains aux caractéristiques propres au continent africain.

"J'ai commencé à l'USIP en octobre 2003. Je suis chargé de mettre sur pied un programme africain qui reposera notamment sur l'envoi de conférenciers, l'organisation d'ateliers, la rédaction d'articles par moi-même, et l'élaboration d'études", a-t-il récemment expliqué au "Washington File".

Le Congrès des Etats-Unis a créé l'USIP en 1948 pour aider les pays étrangers à trouver des solutions aux conflits et pour permettre à des Américains influents de parfaire leurs connaissances en affaires internationales. Le programme de recherches et d'études appuie ces objectifs par le biais d'ateliers, de réunions publiques, d'échanges de visiteurs et d'universitaires et en analysant les conflits, notamment leurs causes et leurs solutions éventuelles.

Selon lui, M. Southwick s'intéresse particulièrement à l'influence qu'exerce l'opposition politique en Afrique. "Le problème, a-t-il dit, c'est que les partis d'opposition ne fonctionnent en général pas très bien. Ils sont faibles. Ils sont désorganisés. Ils n'ont pas de programmes. Nombre d'entre eux sont formés autour de personnalités ou de groupes tribaux ou religieux. Ils ne remplissent donc pas les mêmes fonctions que les partis d'opposition dans des pays occidentaux plus mûrs où ils ont parfois un élément idéologique."

Et d'ajouter: "Un autre problème, c'est que les partis d'opposition sont une proie facile pour les gouvernements au pouvoir qui veulent les manipuler, les fragmenter, en d'autres termes: diviser pour mieux régner. Il s'ensuit que de nombreux gouvernements africains ne rendent pas vraiment de comptes parce qu'ils savent que les électeurs n'ont pas vraiment de choix. Après tout, vous ne pouvez obliger un gouvernement à rendre des comptes que s'il sait que vous pouvez le remplacer."

Il a néanmoins fait remarquer que si certains partis d'opposition ont bien été anéantis par des gouvernements au pouvoir, beaucoup de ces partis avaient des défauts intrinsèques qui les empêchaient d'accroître leur popularité et il impute cette situation au fait qu'un grand nombre de mouvements d'opposition ont un caractère élitiste et qu'ils sont incapables de voir au-delà de leurs intérêts particuliers pour présenter un front uni. "La question est alors de savoir comment pourront-ils parvenir à s'unifier. Est-ce que cela se

réalisera au fur et à mesure que le temps passera ou bien est-ce qu'un coup de pouce leur sera nécessaire? "

"Beaucoup de ces mouvements politiques ne valent pas grand-chose, mais il n'empêche que si l'on veut que l'Afrique ait des démocraties qui fonctionnent bien, il est nécessaire qu'elle ait des systèmes politiques en vertu desquels les électeurs ont des choix", a-t-il précisé.

De l'avis de M. Southwick, l'Ouganda, où il a assumé ses dernières fonctions d'ambassadeur, est un bon modèle, et c'est en partie à cause de la façon dont le président Yoweri Museveni s'est attaqué à d'importantes questions telles que la résolution des conflits et la lutte contre le VIH/sida.

"Le président Museveni est prêt à une certaine ouverture au plan politique, mais il songe aussi à briguer un troisième mandat. Il a assumé le pouvoir en 1986, et lorsque le moment sera venu d'organiser la prochaine élection, il n'est pas exclu qu'il ait détenu le pouvoir pendant 20 ans", a-t-il fait remarquer.

Le problème auquel se heurte l'opposition en Ouganda, c'est que "M. Museveni est extrêmement compétent et que les électeurs ne semblent guère faire confiance à l'opposition".

A la question de savoir si les mandats des dirigeants africains devraient être limités à un certain nombre d'années, huit ans par exemple comme c'est le cas pour les présidents aux Etats-Unis, M. Southwick a répondu: "Dans la pratique, cela semble assez bien marcher aux Etats-Unis."

Et de souligner: "Si on voit certains dirigeants rester au pouvoir et diriger avec sagesse, on en voit d'autres qui ont du mal à partir. Le président Robert Mugabe en est un bon exemple."

Lorsqu'on lui a demandé de nommer des dirigeants africains qui ont quitté le pouvoir de leur plein gré, il a déclaré: "Je pense que c'est le cas, dans une certaine mesure, du président Léopold Sédar Senghor, du Sénégal, qui a dirigé son pays de 1960 à 1980. L'ancien dirigeant du Ghana, M. Jerry Rawlings, est lui aussi parti dans de bonnes conditions, et l'on pourrait presque dire que ce fut le cas pour Daniel Arap Moi, du Kenya, mais ce serait exagérer un peu. Julius Nyerere a quitté le pouvoir alors qu'il aurait pu s'y accrocher. Malheureusement, il y a un grand nombre de dirigeants qui s'installent au pouvoir et ne le quittent que les pieds en avant." (Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI502 01/30/2004

### **Les E.-U. s'apprêtent à diffuser des émissions télévisées au Moyen-Orient**

(Prochain lancement de la station de télévision Al-Hurra en langue arabe) (680)

Par David Shelby

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dans les semaines à venir, le gouvernement des Etats-Unis lancera la station de télévision Al-Hurra, qui diffusera jour et nuit des émissions en langue arabe au Moyen-Orient. Diffusées au moyen des satellites Arabsat et Nilesat, ces émissions porteront sur l'actualité.

"Nous pensons qu'il existe un marché au Moyen-Orient pour des nouvelles dignes de foi. A mon avis, nous pouvons développer le marché pour des nouvelles sérieuses", a indiqué M. Kenneth Tomlison, président du "Broadcasting Board of Governors" (BBG), qui est la société mère de la station Al-Hurra, lors de l'entretien qu'il a accordé le 28 janvier au "Washington File".

De nombreux critiques de la nouvelle station soutiennent qu'elle aura des difficultés à établir sa crédibilité et son indépendance alors que son budget de démarrage (32 millions de dollars) est financé par le Congrès des Etats-Unis et qu'elle doit recevoir 30 millions de

dollars de plus de ce même Congrès pendant sa première année de fonctionnement.

M. Tomlison a souligné, quant à lui, que ce seraient les téléspectateurs du Moyen-Orient qui décideraient si les nouvelles diffusées par la station Al-Hurra étaient dignes de foi ou non. "Les gens, a-t-il dit, ne sont pas stupides. Si nous présentons des nouvelles avec parti pris, ils s'en rendront compte."

"Si l'on considère les stations de télévision du Moyen-Orient, a-t-il ajouté, on trouve soit des stations administrées par l'Etat, soit des stations entre les mains de personnes qui ont leur intérêt personnel en vue." En revanche, la station Al-Hurra présentera "avec exactitude des nouvelles qui sont intéressantes, qui répondent aux besoins des gens et qui sont importantes" et elle fera concurrence aux autres stations.

A l'heure actuelle, a-t-il dit, de nombreuses questions importantes ne sont guère mentionnées sur les chaînes de télévision du Moyen-Orient. Al-Hurra diffusera des nouvelles complètes sur l'Irak et sur le conflit israélo-palestinien et abordera aussi une multitude de sujets qui préoccupent la population de cette partie du monde.

Selon un communiqué de presse diffusé par le BBG, la nouvelle station de télévision présentera des nouvelles et des informations sur toute une gamme de sujets, y compris la santé, la forme physique, les spectacles, le sport, la mode, la science et les techniques. Les émissions comprendront des émissions-débats, des émissions d'actualités et des tables rondes.

"Les nouvelles et les informations diffusées par la station viseront à élargir le point de vue des téléspectateurs ainsi qu'à leur permettre de penser par eux-mêmes et de prendre de meilleures décisions", indique ce communiqué de presse.

A titre d'exemple, M. Tomlison a précisé que la nouvelle station comptait présenter un débat entre une personnalité musulmane de tendance extrémiste et un musulman modéré et laisser les téléspectateurs se faire leur propre opinion.

Les installations de production et de diffusion de la station Al-Hurra seront situées aux Etats-Unis, mais celle-ci aura des bureaux à Dubaï, à Amman et à Bagdad. En outre, elle fera appel à des journalistes indépendants et à des correspondants dans tout le Moyen-Orient, en Europe et aux Etats-Unis.